

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Date de la contribution : 15/11/2023

Introduction

En préalable, l'USEDA tient à rappeler que l'activité de la distribution publique de gaz est confiée à un concessionnaire (en l'occurrence GRDF) par les communes conformément aux dispositions de la Loi. A ce titre, même s'il n'est pas de portée législative ou réglementaire, le contrat de concession fait foi entre les deux parties, chacune pour ce qui concerne ses droits et devoirs. Il est donc primordial que la CRE, autorité de régulation, ne sous-estime pas ce principe fondateur.

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/- 2 % du plafond du facteur k ?

Question 11 : Avez-vous des remarques sur les évolutions envisagées du tarif ATRD6 des ELD, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1, et la prise en compte exceptionnelle de l'écart 2022 au 1er juillet 2024 ?

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Question 13 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant les évolutions de la régulation incitative des coûts d'exploitation envisagées ?

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Défavorable

Commentaire :

Si les dépenses visant la sécurité, les travaux et l'entretien du réseau, ou encore les investissements de GRDF devaient être limitées, les concédants propriétaires du réseau (dont l'USEDA) pourraient légitimement s'interroger sur la capacité de GRDF à assurer l'entretien du réseau et son adaptation aux évolutions réglementaires, ainsi qu'à respecter ses engagements vis-à-vis des autorités concédantes.

L'exploitation et la maintenance des ouvrages de distribution constituent les missions régaliennes de GRDF, afin d'assurer la sécurité et la continuité de service pour ses clients.

GRDF doit donc disposer des moyens non seulement d'assurer la réalisation des interventions/travaux nécessaires au maintien en exploitation des ouvrages de distribution dont il a la responsabilité, et ce dans les délais prescrits, mais également de respecter ses engagements pris dans le cadre des contrats de concessions conformément aux attentes des collectivités locales, afin de préserver la pérennité du réseau, patrimoine des collectivités.

Toute réduction du budget de GRDF en matière d'achats de travaux et d'interventions sur le réseau (maintenance préventive et corrective notamment), mais également de prestations de service, limiterait de facto les actions menées avec les acteurs de la filière gaz, ce qui n'est pas souhaitable dans le contexte actuel très évolutif en matière de réglementations et de nouvelles normes, notamment dans le bâtiment.

L'arbitrage sans précédent préconisé par la CRE sur les postes de charges d'exploitation liés aux activités de maintenance préventive et corrective, se traduirait par une moindre capacité de GRDF à accéder aux demandes de ses prestataires de réviser les marchés pour tenir compte de la répercussion des hausses de coûts qu'ils subissent (salaires, approvisionnements, carburant...).

L'introduction par la CRE d'un mécanisme de pénalisation de tout dépassement de l'enveloppe cible d'investissements établie pour 4 ans est susceptible de limiter tout investissement supplémentaire nécessaire à la sécurité du réseau ou au respect des engagements pris auprès des collectivités locales.

Le mécanisme de pénalité envisagé par la CRE pour inciter « GRDF à maîtriser et à prioriser ses investissements » risque bel et bien, malgré ce qu'indique la CRE, de compromettre la capacité de GRDF à faire face à ses obligations, qu'il s'agisse des renouvellements de réseaux, des renforcements nécessaires à l'injection de biométhane ou de déplacements d'ouvrages à la demande des collectivités.

Cette limitation de facto du niveau d'investissements de GRDF pourrait avoir des effets contre-productifs à 2 niveaux :

1/ dans un contexte de forte hausse des coûts de prestations de travaux, qui excède largement la seule inflation constatée sur les prix à la consommation, l'effet prix peut s'avérer très nettement supérieur à ce qui a été anticipé dans la prévision de GRDF et cela se traduira inévitablement par une augmentation des investissements, à volume inchangé, tenant compte des priorités en matière de sécurité et d'engagements vis-à-vis des collectivités.

2/ rien n'exclut qu'en cours de période, des investissements, non anticipés au moment de la détermination de l'enveloppe d'investissements soient rendus nécessaires par des impératifs de sécurité ou des besoins des collectivités locales (déplacements d'ouvrages par exemple). GRDF serait alors pénalisé s'il répondait à ces aléas en augmentant son volume d'investissements réalisés.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Question 22 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du compte d'écart distribution (CED) ?

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Question 27 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR sur l'inflation pour la prendre en compte directement dans le taux de rémunération apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ? Avez-vous des remarques sur sa mise en œuvre (méthode, progressivité, etc.) ?

Question 28 : Considérez-vous que le changement de méthode d'amortissement apporterait une réponse au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement à terme ?

Question 29 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de la réduction de la durée d'amortissement pour répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement ?

Question 30 : Considérez-vous souhaitable de mettre en œuvre dès maintenant ces évolutions ?

Question 31 : Avez-vous d'autres suggestions concernant la répartition dans le temps des charges de capital, dans l'objectif de répondre au risque de hausse du coût unitaire d'acheminement de gaz ?

Question 32 : Êtes-vous favorable aux taux de pertes théorique envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 33 : Êtes-vous favorable à la reconduction le cadre de régulation du projet changement de gaz tel que défini sur la période ATRD6 ?

Niveau tarifaire

Question 34 : Avez-vous des observations concernant les ajustements envisagés par la CRE sur la trajectoire de R&D de GRDF sur la période ATRD7 ?

Le Département de l'Aisne avec plus de 20 sites de production biométhane en activité et la présence de 2 rebours à LAON et SOISSONS est un territoire engagé pour le gaz vert et renouvelable dans une Région Hauts de France elle-même en figure de proue des régions françaises pour le biométhane injecté.

L'arbitrage conséquent proposé par la CRE sur les achats et travaux en lien avec les gaz verts est en contradiction avec les attentes de la filière et des pouvoirs publics qui ambitionnent 50 TWh injectés sur les réseaux de gaz à l'horizon 2030 (cf. les dernières déclarations du Gouvernement à ce sujet)

Il est essentiel pour la filière que GRDF, en tant qu'acteur majeur de l'écosystème de l'injection dans les réseaux du biométhane, et demain des gaz renouvelables et bas carbone issus de nouveaux procédés de production, dispose des moyens humains et industriels pour assurer ses missions dans le cadre du droit à l'injection. Ce droit à l'injection est un acquis fort obtenu auprès des pouvoirs publics et un outil intelligent d'aménagement énergétique du territoire (pouvoir accueillir des projets méthanisation dans des zones rurales relativement peu consommatrices en permettant aux producteurs d'écouler la totalité de leur production vers des zones urbaines plus denses et plus consommatrices de gaz)

Le rôle de GRDF va également au-delà du raccordement des sites et de la maximisation de la capacité d'injection, en accompagnant les porteurs de projet (études, mise en relation, ...), en réalisant des progrès continus sur la qualité du gaz et la compatibilité des différents gaz injectés avec les usages des consommateurs, et en travaillant avec les industriels pour réduire les coûts des matériels nécessaires à la production des gaz verts.

Ce travail de partenariat avec l'ensemble de la filière (acteurs publics, collectivités, entreprise privées...) est un facteur de réussite pour la poursuite de la dynamique de verdissement du gaz et la décarbonation qui est la pierre angulaire de

la volonté politique exprimée par l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie.

Question 35 : Avez-vous des observations concernant le bilan des gains Gazpar sur la période ATRD6 et l'estimation des gains sur la période ATRD7 ?

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

Nous constatons à regret dans les arbitrages globaux présentés dans la consultation publique et dans le rapport de l'auditeur publié en annexe de la consultation, qu'il est bien fait mention d'un arbitrage défavorable de 30 M€ en cumul sur la période ATRD7 sur les dépenses relatives diagnostics gaz et les actions de communication, notamment visant à accompagner les clients dans leurs actions de maîtrise de l'énergie.

Nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que les enjeux de transition énergétique dans laquelle s'intègrent la maîtrise de l'énergie, la décarbonation ou encore la sobriété font l'objet d'engagements de GRDF au titre d'une clause du contrat de concession, à laquelle l'opérateur ne peut se soustraire.

Si les arbitrages proposés par la CRE étaient confirmés, cela se traduirait par un affaiblissement des actions d'accompagnement de GRDF auprès des clients et des collectivités, et notamment les actions de lutte contre la précarité énergétique, reconnue pourtant comme un enjeu majeur par les pouvoirs publics.

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

Question 38 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges à couvrir demandé par GRDF ?

Question 39 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

Question 42 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

Structure tarifaire

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Question 44 : Partagez-vous les enjeux identifiés concernant la tarification des usages appoint-secours du réseau de distribution ?

Question 45 : Avez-vous des remarques concernant le niveau de seuil proposé par GRDF, afin de ne pas viser l'ensemble des clients par l'introduction d'un terme de débit ?

Question 46 : Est-ce que l'introduction du terme de débit tel que proposé vous semble une solution adaptée pour répondre aux enjeux identifiés pour la prochaine période tarifaire ?

Question 47 : Avez-vous des remarques sur la grille indicative à iso-niveau présentée par la CRE correspondant à l'introduction d'un terme de débit ?

Question 48 : Partagez-vous la position de la CRE sur l'opportunité d'un changement de seuil T2/T3 ?

Question 49 : En cas d'introduction d'un changement de seuil entre options T2 et T3, êtes-vous favorable à la fixation du nouveau seuil à 100 MWh ? Un autre niveau de seuil, tel que 50 MWh, vous paraît-il plus pertinent ?

Question 50 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T2 et T3 et celle entre les profils et la fréquence de relève doit être recherchée, en cas d'introduction d'un changement de seuil ?

Question 51 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'un timbre d'injection et à son extension aux installations de productions de gaz renouvelable et bas-carbone ?

Question 52 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le traitement des augmentations de capacité dans l'application du timbre d'injection ?

Question 53 : Êtes-vous favorable aux principes, paramètres de construction et niveaux du timbre d'injection envisagés par la CRE pour le tarif ATRD7 ?

Question 54 : Êtes-vous favorable à l'élargissement du périmètre de charges à couvrir par le timbre d'injection ?

Question 55 : Avez-vous d'autres suggestions concernant ce périmètre de charges et la forme à donner au timbre d'injection ?

Question 56 : Êtes-vous favorable au principe de reversement du timbre d'injection ?

Question 57 : Êtes-vous favorable au calendrier envisagé par le CRE pour la mise en œuvre des évolutions de structure du tarif de distribution ?

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?